

IL EXPLIQUE SON CHOIX

Rahabi apporte son soutien à Benflis

L'ancien ministre de la Communication, Abdelaziz Rahabi, a, dans un document rendu public hier, tenu à expliquer son choix en prévision de la présidentielle du 17 avril prochain.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Faisant observer d'emblée que «l'agenda électoral dans le pays est sous le sceau de l'état d'urgence, il relèvera la nécessité d'une observation plus aiguë de la vie politique de la nation, en raison de l'importance des enjeux sur les perspectives d'évolution réelle de notre système politique». Ce qui suppose, poursuit-il, «une prise de position claire et libre, chacun selon sa propre conviction».

Et de décliner le sien, lui qui soutient l'ancien chef de gouvernement et ex-secrétaire général du FLN, Ali Benflis.

L'appel de ce dernier, pour une transition sereine et consensuelle dans laquelle les Algériens seront écoutés, consultés et partie prenante dans toutes les décisions qui seront prises par le gouvernement, semble avoir pesé dans le choix de Réhaby, qui ne manquera pas de saluer le combat de Benflis pour la défense

des droits de l'Homme et son engagement pour l'indépendance de la justice et le respect des droits de la défense, qui représentent la meilleure des garanties de l'égalité des droits citoyens et des gages pour la stabilité et la cohésion sociale.

L'ancien ministre de la Communication dira aussi adhérer à son engagement de mettre les ressources humaines algériennes et l'entreprise, au centre du processus de création des richesses et d'en assurer une redistribution équitable, entre tous les Algériens.

M. K.



Abdelaziz Rahabi.

Photo : DR

RASSEMBLEMENT DES CHÔMEURS À OUARGLA

Appel au boycott des présidentielles

Place de l'APC de Ouargla. Dimanche 2 février 2014. Il est 9h. Quelque 200 jeunes chômeurs viennent se disputer la légitimité historique du FLN dans leur région. «Sur cette même place, des martyrs de Ouargla sont tombés au champ d'honneur le 27 février 1962. Notre histoire est celle d'un peuple et non pas d'une organisation», lance Tahar Belabès en direction d'une foule qui ne jure que par le boycott des élections présidentielles.



Les chômeurs de Ouargla montent au créneau.

Photo : DR

De notre envoyé spécial à Ouargla, Mehdi Mehenni

Trois enfants en âge d'aller à l'école portent une banderole : «On veut notre part de pétrole». Sur l'estrade de la place baptisée «27 Février 1962», Tahar Belabès, leader du comité national pour la défense des droits des chômeurs est desaisi du microphone.

Un jeune homme prend la parole de force : «Cette personne nous a trahis pour 10 postes d'emploi que l'administration a offerts à lui et ses amis». Des chahuts. Agitations.

La tension monte d'un cran. D'autres jeunes tentent de grimper l'estrade. Le

comité d'organisation, pour la plupart de gros bras portant des gilets de vigiles, leur font barrière. La scène tourne presque à l'affrontement.

Des appels au calme. La foule retrouve petit à petit ses esprits. Tahar Belabès reprend le microphone et dément : «L'administration veut nous diviser. Parce que le pouvoir a vu qu'il ne pouvait remonter nos tribus les unes contre les autres, comme il l'a fait à Ghardaïa, il tente de le faire avec la plus grande force revendicatrice sur le terrain, qu'est le mouvement des chômeurs. Si ça ne tient qu'à ma personne, j'annonce ma démission de la tête du mouvement tout de suite». Le discours

trouve écho auprès la foule qui se met à scander : «Sellal, Sellal, où est l'emploi de la jeunesse... Le combat, le combat jusqu'à ce que travaille le chômeur». Les esprits s'échauffent.

Tahar Belabès cède la parole à un autre organisateur : «Nous ne devons pas oublier nos frères qui sont en prison pour avoir participé à des manifestations. Nous organisons très prochainement un rassemblement devant le tribunal de la ville». La foule s'excite encore une fois et commence à clamer «pas de répit jusqu'à ce qu'ils soient libérés».

En un laps de temps, le débat sort du cadre de l'emploi et se politise : «Sur cette

même place où sont tombés en martyrs des gens de Ouargla, nous tiendrons aussi un rassemblement, le 27 février, pour dire au monde entier que nous avons aussi une histoire révolutionnaire.

Celle d'un peuple et non pas d'une organisation comme le FLN qui veut s'approprier la légitimité historique du pays. Il n'y a pas que novembre 1954» revient à la charge Tahar Belabès.

Il ira encore plus loin et appelle les participants au rassemblement à boycotter les élections présidentielles d'avril 2014, afin de punir le gouvernement pour ses fausses promesses d'emplois. La foule répond par la positive et se disperse dans le calme en attendant le prochain rassemblement.

Allal Hicham, 25 ans, conducteur d'engins, affirme qu'il a postulé à quatre reprises, depuis 2011 à l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), et n'a jamais eu de réponse. Abdelhafid Zergoune, 38 ans, père de famille assure à son tour qu'il a passé plus de trois fois le test de recrutement au niveau de la même entreprise et qu'il n'a jamais été rappelé. «Nos postes d'emploi profitent à d'autres gens qui ne sont pas de la région», soutient-il.

M. M.

IL A ACHEVÉ UNE VISITE DE 2 JOURS À ALGER

Léger exercice diplomatique pour Jomaâ

La visite du Premier ministre tunisien, Mehdi Jomaâ, en Algérie s'est achevée hier sur une bonne note d'optimisme quant au renforcement de la coopération entre l'Algérie et la Tunisie. Les entretiens entre les Premiers ministres des deux pays ont montré, chez l'un comme chez l'autre, une disponibilité pour une synergie dans l'effort de coopération.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Il faut dire que pour son premier voyage à l'étranger, trois jours après l'installation de son exécutif, Mehdi Jomaâ a choisi une destination où il n'y avait pas de divergence notable à surmonter.

La coopération, notamment au plan sécuritaire, était déjà mise sur rail du temps du gouvernement islamiste d'Ennahda, surtout après les attaques terro-

ristes aux frontières algériennes. Mehdi Jomaâ n'avait donc qu'à s'inscrire dans cette dynamique de coopération déjà lancée, même s'il faut, en cours de route, apporter de légers réglages en termes de projections. Pas de chamboulement de fond en comble, comme il arrive lorsque les exécutifs changent de couleur politique.

Le gouvernement de Jomaâ est un cabinet indépendant, com-

posé de technocrates. Le séjour de deux jours à Alger du Premier ministre tunisien est, en soi, une prise de contact utile, tant est que le gouvernement algérien avait besoin de savoir quelle direction prenait la Tunisie après le renvoi du gouvernement islamiste et le vote d'une Constitution jugée comme la plus moderne de la région. D'ailleurs, c'est à l'invitation d'Abdelmalek Sellal que Jomaâ a fait ses valises pour Alger.

Dans une déclaration à la presse, à son arrivée samedi soir à Alger, il a affirmé que sa visite traduisait la solidité des relations entre les deux pays, mettant en relief le souci sécuritaire commun. «La sécurité de l'Algérie est



Mehdi Jomaâ.

Photo : DR

celle de la Tunisie, et vice-versa.» Mais comme attendu, la visite est restée une visite d'exploration des opportunités d'élar-

gissement du partenariat entre les deux pays.

La visite ne s'est pas conclue par la signature d'accords, une entreprise qui suppose un long travail en amont et une préparation.

Or, le gouvernement Jomaâ est de nomination toute récente. Et cette prospection l'a mené au complexe industriel SNVI de Rouiba.

Sur place, il a estimé que l'Algérie et la Tunisie pouvaient conclure des partenariats industriels, notamment dans le domaine de l'automobile. Cela devra se discuter lors de la prochaine réunion de la commission mixte algéro-tunisienne.

S. A. I.